

relever d'un seul ministre: qu'il propose, dis-je, des modalités lui conférant le pouvoir d'examiner certains investissements susceptibles de nuire à notre économie.

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur le Président, j'interviens pour parler de l'amendement du Nouveau parti démocratique. J'ai écouté avec intérêt la députée de Trinity (M^{lle} Nicholson) qui vient de parler ainsi que le député conservateur de la Saskatchewan qui l'a précédée. Je ne suis pas certain de sa circonscription, mais c'est l'un des nouveaux conservateurs de la Saskatchewan.

M. McKnight: L'un des nombreux.

M. Waddell: Durant son discours, le député s'est contredit, semble-t-il. Il a dit que le gouvernement n'exerçait aucun contrôle sur nos vies, puis il a dit qu'un certain contrôle s'imposait. Que faut-il croire, monsieur le Président? Le gouvernement va-t-il exercer un contrôle ou pas? A mon sens, nous serons toujours plus ou moins soumis à un contrôle. Nous sommes gouvernés au Canada, que ce soit par notre gouvernement fédéral, les provinces, une municipalité ou d'importants intérêts commerciaux. Dans le secteur pétrolier, d'importantes sociétés pétrolières américaines nous «gouvernent» parce qu'elles contrôlent une grande partie du marché. Dans le domaine des affaires, M. Conrad Black d'Argus et M. Paul Desmarais de la société Power nous «gouvernent» parce qu'ils prennent des décisions qui influent sur la vie de tous les Canadiens.

Il est puéril de croire que nous ne sommes pas gouvernés. Nous le sommes toujours par quelqu'un. L'important, c'est d'être dirigé par des personnes qui savent ce qu'elles font et qui vous écoutent et sont bien placées au gouvernement. C'est ce que nous, néo-démocrates, cherchons à faire.

Le député a parlé de la Saskatchewan. Il a dénigré le gouvernement néo-démocrate de cette province. J'ai trouvé cela tout à fait incroyable. C'est en rapport avec le projet de loi à l'étude, parce qu'en Saskatchewan, après la dépression, les gens se sont littéralement ressaisis et ont dit: jamais plus. Après la guerre, le gouvernement du NPD, alors appelé le CCF, pour la direction de T. C. Douglas, était disposé à prendre en main la destinée de la Saskatchewan, à ne plus compter sur les intérêts agricoles ou céréaliers étrangers, les spéculateurs et autres. Les habitants de la province étaient disposés à reprendre en main leur propre destinée grâce au mouvement coopératif et par le truchement du gouvernement. Ils ont fait de cette province une région dynamique et prospère. Le gouvernement de la Saskatchewan a mis sur pied l'assurance-maladie et réussi à contrôler une partie de ses ressources, notamment la potasse. Le député de la Saskatchewan voudrait-il renoncer à tout cela? Il évoque des mythes, comme l'ont fait la plupart des conservateurs qui ont participé au débat.

Nous parlons de l'Agence d'examen de l'investissement étranger, monsieur le Président. Ce mythe, créé par les conservateurs, de l'agence qui a fait fuir les investisseurs étrangers et causé la récession dans notre pays. Si les conservateurs y regardent de plus près, ils constateront que ce n'est qu'un mythe, en réalité. Quatre-vingt-dix p. 100 des demandes d'investissement présentées par des sociétés étrangères ont été approuvées. Les investissements étrangers n'ont pas été véritablement restreints. Le niveau des investissements a baissé au Canada en raison de la récession qui a sévi dans bien des coins du globe. Nous connaissons déjà des taux d'intérêt élevés,

mais il y a eu exode des capitaux vers les États-Unis, où les investisseurs pouvaient obtenir des taux encore plus forts. C'est devenu un instrument de politique gouvernementale. Si le député veut nous débarrasser de celle-ci, je souhaite qu'il nous débarrasse des taux d'intérêt, car le gouvernement les maintient à un niveau élevé pour combattre l'inflation. C'était un principe de politique gouvernementale. Le gouvernement a jugulé l'inflation en augmentant les taux d'intérêt et il a comprimé l'économie au point d'empêcher toute croissance. C'est l'origine de la récession que nous avons connue. En économie, c'est ce que l'on appelle une théorie monétariste. Les gens étaient sans emploi. C'est pourquoi les fonds n'ont pas afflué au Canada, et non à cause de l'AEIE. Tout ce que l'agence cherchait à faire, c'était de prendre en main la destinée de notre pays pour empêcher qu'il ne tombe entièrement sous la domination de forces étrangères.

La députée de Trinity a bien exposé le problème dans son intervention. Elle a déclaré que, dans tous les pays industrialisés, il existe un système de contrôle de l'investissement étranger. Les États-Unis ont une agence d'examen de l'investissement étranger. Il s'agit du Congrès américain. Le Congrès exerce un certain contrôle sur l'investissement étranger lorsqu'il le désire et lorsqu'il constate que cela nuit aux intérêts des États-Unis.

A l'article 2, il est stipulé ceci:

«(2) Reconnaissant qu'une augmentation de l'investissement et que le développement d'une nouvelle technologie apporteraient des avantages au Canada, la présente loi vise, d'une part, à instaurer la notification et l'examen des projets d'investissement au Canada par des non-Canadiens de façon à faire en sorte qu'ils contribuent à la croissance de l'économie et à la création d'emplois et, d'autre part, à encourager, en général, les investissements avantageux pour le Canada.»

Le NPD n'est pas contre l'investissement étranger. Nous sommes plutôt pour. Nous voulons néanmoins être certain que cet investissement servira à créer des emplois au Canada et non pas au sud de la frontière. Nous voulons être sûrs que les entreprises qui s'établissent chez nous achètent au Canada, à des entreprises canadiennes et qu'elles fournissent du travail à des Canadiens. Nous voulons avoir la certitude qu'elles n'iront pas acheter les biens dont elles ont besoin à leur siège social des États-Unis fournissant ainsi du travail aux Américains. Nous pensons qu'elles doivent utiliser cet argent au Canada au lieu de le rapatrier au sud de la frontière. Cela contribue à faire baisser notre dollar. Nous voulons être certains que le Canada profitera de la nouvelle technologie. Nous voulons être certains que le Canada profitera de la nouvelle technologie. Nous voulons être certains que les Canadiens connaîtront et pourront utiliser la technologie qui sera développée au Canada. C'est pourquoi nous avons proposé cet amendement, surtout en ce qui concerne la technologie.

Voici comment est libellé l'amendement du Nouveau parti démocratique:

... en la remplaçant par ce qui suit: «logie, dans les conditions établies par le gouvernement, apporteraient des avantages au Canada.»

Nous ne pouvons pas partir du principe que le Canada profitera automatiquement de tous les investissements et de toute la technologie. Le gouvernement a pour rôle d'établir les conditions dans lesquelles ces capitaux et cette technologie pourront entrer dans notre pays.

Tommy Douglas disait souvent: «Nous avons des rapports d'égal à égal avec les États-Unis. C'est chacun pour soi, comme disait l'éléphant lorsqu'il dansait au milieu des